

*Questions orales***QUESTIONS ORALES***[Traduction]***LE BUDGET**

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai des questions pour le ministre des Finances.

Les Canadiens s'aperçoivent que le budget d'hier est une escroquerie et une fumisterie. Le ministre prétend qu'il a le déficit bien en main, mais ce n'est pas vrai. Il l'a tout simplement refilé aux provinces.

Le ministre dit qu'il n'y a pas de nouvelles taxes. Ça non plus ce n'est pas vrai car les réductions des paiements qu'il verse aux provinces au titre de l'éducation et de la santé vont se traduire par des hausses de taxes provinciales pour tous les Canadiens.

• (1420)

Ils vont constater que le budget du ministre va entraîner la fermeture d'hôpitaux et de lits d'hôpitaux, des frais de scolarité plus élevés et moins de place dans les universités.

Quelle évaluation le ministre a-t-il faite de l'impact du budget sur le nombre de lits d'hôpitaux, les frais de scolarité et l'accessibilité aux universités? Ou serait-ce que le ministre se moque éperdument du tort que son budget cause aux Canadiens?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, permettez-moi de répondre brièvement au chef de l'opposition.

Premièrement, les transferts aux provinces ne sont assujettis à aucune condition. Libre à elles de s'en servir pour l'enseignement postsecondaire et les soins de santé ou de dépenser ces fonds pour construire des routes ou payer les salaires des fonctionnaires.

Depuis 1977, il n'y a aucun rapport entre les paiements de transfert et l'utilisation qu'en font les provinces. Ces dernières les versent simplement dans leur fonds de revenu consolidé.

Deuxièmement, la question du député m'incite à replacer toute l'affaire dans son contexte.

Nous disons aux provinces que la diminution du taux de croissance des paiements de transfert—l'an prochain, ces paiements vont augmenter de 3 p. 100 en moyenne—équivalait à un peu plus que la moitié de 1 p. 100 de leurs

dépenses annuelles la première année et un peu plus que 1 p. 100 l'année suivante.

C'est dire que les provinces n'auront pas à faire des ajustements majeurs. Si elles veulent nous aider à résoudre un sérieux problème national, elles devraient être disposées à porter une partie de ce fardeau.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, quoi qu'en dise le ministre, cela représente quand même une réduction de 7,3 milliards de dollars des paiements de transfert versés aux provinces qui utilisaient cette somme pour financer des programmes de santé et d'éducation.

Le ministre a également admis qu'il ne sait pas combien de lits seront fermés dans les hôpitaux, ni combien d'étudiants n'auront pas accès aux universités à cause de son budget.

Les premiers ministres des provinces ainsi que les dirigeants des associations d'étudiants et les professionnels de la santé feront savoir au ministre ce qu'ils pensent de ces réductions. Mais je voudrais poser au ministre une question au sujet d'un groupe qui n'a pas généralement l'occasion de lui parler.

Le ministre affirme qu'aucune augmentation de taxe n'est prévue dans son budget. Mais alors comment appelle-t-il les frais de 3 000 dollars par an qu'il va obliger les anciens combattants malades et âgés à payer pour obtenir les soins que dispense le ministère des Anciens combattants? Cette nouvelle mesure n'est-elle pas caractéristique du tort que le ministre cause aux plus démunis des Canadiens et du fardeau qu'il leur impose?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, encore une fois, permettez-moi de replacer tout cela dans son contexte. Je crois qu'ils sont rares les Canadiens qui ne se sont pas aperçus que nous sommes aux prises avec un grave problème financier que nous devons et que nous tentons actuellement de maîtriser. Mais pour y parvenir, nous devons prendre ce genre de mesures.

Nous avons maintenu l'augmentation des dépenses de nos programmes à 3 p. 100. L'augmentation moyenne des paiements de transfert aux provinces sera également de 3 p. 100. Cette année, les paiements de transfert atteindront 34 milliards de dollars, tandis que nos dépenses totales pour les programmes dépasseront 100 milliards de dollars. Nous avons demandé aux provinces d'absorber le tiers des réductions appliquées à nos programmes.

Mon collègue parle du traitement accordé à nos anciens combattants. Je crois que notre gouvernement et les gouvernements précédents ont très bien traité nos anciens combattants. Et nous continuerons à le faire parce que ces gens se sont énormément dévoués pour